

PREFECTURE DES VOSGES

DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES  
ET DES PROCEDURES EAU

## ARRETE

N°1718/2003

**Autorisant la Société ASMAR à augmenter les capacités  
de transformation de lactosérum dans son usine  
située sur le territoire de la commune de Corcieux**

Le Préfet des Vosges,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations  
classées pour la protection de l'environnement,

VU la demande d'autorisation déposée le 16 octobre 2001 et complétée le 19 août  
2002, par laquelle M. Bernard MICHEL, Représentant permanent de la Société  
Groupe Lactalis gérante de la Société ASMAR, dont le siège social se trouve 66,  
Rue de la Gare – 88430 CORCIEUX sollicite l'autorisation d'augmenter les  
capacités de transformation de lactosérum dans son usine située sur le territoire  
de la commune de Corcieux.

VU l'avis de classement de l'inspecteur des installations classées en date du 27 août  
2002,

VU la décision n° 02 133 CE en date du 6 septembre 2002 de M. le Président du  
Tribunal Administratif de Nancy, désignant Mme Anne LEBRETON, en qualité  
de commissaire enquêteur,

VU l'arrêté préfectoral n°2675/2002 du 23 septembre 2002 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique dans la commune de Corcieux du 28 octobre au 28 novembre 2002 inclus,

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur reçus à la Préfecture le 30 décembre 2002,

VU l'arrêté n°622/2003 du 14 mars 2003 prolongeant le délai d'instruction imparti au Préfet par l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pour statuer sur la présente demande,

VU les rapport et projet d'arrêté en date du 29 avril 2003 établis par l'inspecteur des installations classées,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 21 mai 2003,

VU le projet d'arrêté envoyé pour observations éventuelles au pétitionnaire le 26 mai 2003,

VU la lettre de l'exploitant en date du 6 juin 2003,

CONSIDERANT que la modification demandée par l'exploitant n'est pas notable et qu'elle ne modifie pas les nuisances de l'exploitation,

CONSIDERANT que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés au code de l'environnement,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges,

## A R R E T E :

### 1 OBJET

#### 1.1 ACTIVITES AUTORISEES

La société S.N.C. ASMAR, dont le siège social est situé à 66, rue de la Gare à CORCIEUX (88430), est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette même adresse, les installations suivantes visées :

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	A/D	Installation ou activité correspondante
2230.1	Lait (transformation)	A	Volume : 1.650.000 litres équivalent-lait par jour
2910.B	Combustion	A	Une chaudière de 8,044 MW alimentée en graisse animale
2920.2.a	Réfrigération ou compression de fluides non toxiques	A	Puissance : 1.089 kW installés : Installations frigorifiques utilisant du fréon R22 et R134A : 899 kW Installation d'air comprimée : 190 kW
2910.A.2	Combustion	A	Puissance : 26 MW - 2 chaudières de 8 MW - 2 générateurs d'air chaud de 3,4 et 2,7 MW - 1 brûleur en veine d'air de 2,95 MW - 1 déshydrateur d'air de 1 MW
1432.2.b	Liquides inflammables (stockage)	D	Volume : 36,9 m <sup>3</sup> équivalent : - 1 cuve de 450 m <sup>3</sup> de fuel lourd (30 m <sup>3</sup> éq.) - 1 cuve de 100 m <sup>3</sup> de graisse animale (6,7 m <sup>3</sup> éq.) - Autres : 0,2 m <sup>3</sup> éq.
1434.1.b	Liquides inflammables (distribution de fuel domestique)	D	Volume supérieur à 1 m <sup>3</sup> /h équivalent
1611.2	Acide nitrique et chlorhydrique (stockage)	D	Volume : 70 m <sup>3</sup> soit 70 tonnes environ

### 2 CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

#### 2.1 PLAN

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation.

#### 2.2 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissements, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés

et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leurs périphériques font l'objet d'un soin particulier.

### **2.3 CONTROLES ET ANALYSES**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

### **2.4 CONTROLES INOPINES**

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme agréé à cet effet et choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

### 3 LIMITATION DES PRELEVEMENTS D'EAU

#### 3.1 ORIGINE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU

Outre l'eau fournie par le réseau public et par le réseau privé de la société MARCILLAT S.A., la société ASMAR S.A. prélève de l'eau dans la nappe souterraine par l'intermédiaire de trois forages appartenant à l'exploitant, implantés sur la commune de CORCIEUX, et de caractéristiques suivantes :

- puits de la CHAUFFERIE (n° 1) – n° BSS : 0341-1X-0031 :
  - . parcelle cadastrée section A n° 1390 "rue de la Gare"
  - . coordonnées Lambert :
    - X = 938
    - Y = 1063,81
    - Z = 521
  - . profondeur : 75 m
- puits JEANDEL (n° 2) – n° BSS : 0341-1X-0032 :
  - . parcelle cadastrée section A n° 1390 "rue de la Gare"
  - . coordonnées Lambert :
    - X = 938,04
    - Y = 1063,72
    - Z = 522
  - . profondeur : 81 m
- puits n° 3 – n° BSS : 0341-1X-0033 :
  - . parcelle cadastrée section A n° 1694 "Les Grandes Nolles"
  - . coordonnées Lambert :
    - X = 938,12
    - Y = 1063,85
    - Z = 520
  - . profondeur 89/90 m

Cette eau alimente l'appoint des chaudières et des installations de refroidissement, le nettoyage des matériels fixes et mobiles et les locaux de fabrication.

Le débit global maximal d'eau prélevé est de 30 m<sup>3</sup>/h. Toutes dispositions devront être prises pour réduire au maximum la consommation d'eau des installations.

#### 3.2 CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRELEVEMENTS D'EAU

Les têtes des forages seront munies d'un couvercle solidement fixé de manière à isoler la colonne captante de l'extérieur.

Les capots de visite des chambres abritant les têtes de forages et leurs accessoires seront munis d'une fermeture qui devra être maintenue verrouillée.

Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir toute introduction de pollution de surface dans les ouvrages ; en particulier :

- la margelle et le capot seront réalisés de façon à empêcher toute infiltration des eaux des crues éventuelles ;

- le sol sera rendu étanche autour des têtes de puits sur une distance minimale de 2 mètres et présentera une pente favorisant l'écoulement des eaux de ruissellement loin de l'ouvrage. Toutes précautions seront prises pour éviter de dénoyer la nappe lors des opérations de pompage. Le tampon d'accès à la citerne du château d'eau sera équipé d'une fermeture qui devra être maintenue verrouillée.

Toutes dispositions seront prises dans l'établissement pour éviter un retour d'eau susceptible de polluer les eaux souterraines.

Cette protection devra être réalisée par la mise en place de disconnexions, aux points les plus sensibles, notamment au niveau du compteur d'eau, soit par un bac de disconnexion, soit par un ou des disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlable. L'alimentation en eau de cette réserve se fera soit par surverse totale, soit au-dessus d'une canalisation de trop-plein (5 cm au moins au-dessus) installée de telle sorte qu'il y ait rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

### **3.3 RELEVÉ DES PRELEVEMENTS D'EAU**

3.3.1 Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure directe de volume totalisateur ou disposeront d'un autre moyen permettant de connaître le volume d'eau prélevée.

3.3.2 Le relevé de ce dispositif doit être journalier, et ces informations font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

### **3.4 PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE**

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes, doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.

### **3.5 CESSATION D'UTILISATION D'UN FORAGE EN NAPPE**

3.5.1 La mise hors service d'un forage doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

3.5.2 L'exploitant prendra toutes les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'empêcher toute pollution des nappes d'eaux souterraines. Ces mesures seront définies en liaison avec un hydrogéologue agréé.

## **4 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

### **4.1 CANALISATION DE TRANSPORT DE FLUIDES**

4.1.1 Les canalisations de transport de matières dangereuses et de collecte des effluents pollués ou susceptibles de l'être, doivent être étanches et résister à l'action chimique ou physique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

4.1.2 Sauf exception motivée pour des raisons de sécurité, d'hygiène ou techniques les canalisations de produits dangereux doivent être aériennes.

4.1.3 Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

4.1.4 Elles doivent être marquées afin de pouvoir identifier rapidement le produit qu'elles contiennent.

## **4.2 PLAN DES RESEAUX**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notables et datés. Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services de secours et d'incendie.

## **4.3 RESERVOIRS**

4.3.1 Les réservoirs de produits polluants ou dangereux doivent être étanches et résister à la pression des liquides qu'ils contiennent.

4.3.2 Ces réservoirs doivent être équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.

4.3.3 Ces réservoirs doivent être aménagés de façon à empêcher tout mélange de produits incompatibles.

## **4.4 CUVETTES DE RETENTION**

4.4.1 Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés.

4.4.2 Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres).

4.4.3 Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique ou chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

4.4.5 Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes (hydrocarbures et lactosérum notamment), ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers une rétention d'un volume minimal pour empêcher tout écoulement vers le milieu naturel. La vidange sera effectuée manuellement après contrôle et décision sur la destination de leur contenu.

4.4.5 Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

## **5 COLLECTES DES EFFLUENTS**

### **5.1 RESEAU DE COLLECTE**

5.1.1 Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

5.1.2 Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées et les diverses catégories d'eaux polluées.

5.1.3 Les eaux usées industrielles passent par une fosse de relevage munie :

- d'un détecteur de niveau haut relié à une alarme dans les ateliers
- d'une pompe principale
- d'une pompe de secours
- d'un système de suivi en continu de la charge des effluents.

La détection du niveau haut déclenche automatiquement une pompe. La persistance de ce niveau haut est associée à une alarme visible par le personnel afin d'éviter tout débordement de la fosse.

5.1.4 En complément des dispositions prévues à l'article 4.1 du présent arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage.

## **6 TRAITEMENT DES EFFLUENTS**

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par l'article 8.4 du présent arrêté.

Les eaux industrielles sont traitées par la station d'épuration de la société MARCILLAT.

## **7 DEFINITION DES REJETS**

### **7.1 IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

Les effluents produits sur ce site sont :

- les eaux usées industrielles provenant principalement du nettoyage des installations traitées par la station d'épuration MARCILLAT ;
- les eaux pluviales non polluées rejetées directement vers le milieu naturel ;
- les eaux pluviales polluées envoyées à la station MARCILLAT ou bloquées pour traitement spécial si nécessaire ;
- les eaux domestiques traitées par la STEP ;
- les purges des chaudières rejetées au milieu naturel.

Les eaux de lavage extérieur des véhicules sont envoyées au réseau d'eaux pluviales après passage dans un désableur.

### **7.2 DILUTION DES EFFLUENTS**

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement.

### **7.3 REJET EN NAPPE**

Le rejet, direct ou indirect, d'effluents même traités, dans les nappes d'eaux souterraines est interdit.



## **7.4 CARACTERISTIQUES GENERALES DES REJETS**

7.4.1 Les effluents rejetés doivent être exempts, de matières flottantes, de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou des vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages ou d'entraver leur bon fonctionnement.

7.4.2 Les effluents rejetés ne doivent pas comporter de substances toxiques nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition, à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire.

## **8 VALEURS LIMITES DE REJETS**

### **8.1 EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES**

Les eaux pluviales passent par une fosse de relevage avant d'être envoyées vers le milieu naturel. Les eaux pluviales devront respecter les valeurs limites suivantes (sur effluent brut non décanté et non filtré) :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- température inférieure à 30 °C ;
- MES < 35 mg/l (norme NF EN 872)
- DCO < 125 mg/l (norme NFT 90 101)
- HCT < 10 mg/l (norme NFT 90 114).

La fosse de relevage est muni d'un dispositif permettant de renvoyer vers la station d'épuration les eaux ne répondant pas ces caractéristiques.

### **8.2 EAUX DE REFROIDISSEMENT**

Les circuits de refroidissement doivent être fermés. Il est interdit de rejeter des eaux de refroidissement vers le milieu naturel.

### **8.3 EAUX DOMESTIQUES**

Les eaux domestiques sont envoyées vers la station d'épuration MARCILLAT.

### **8.4 EAUX USEES**

Les eaux usées envoyées vers la station MARCILLAT doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Flux moyen mensuel maximum (kg/j)
Débit (m <sup>3</sup> /j)	1.200
DCO	1.700
DBO <sub>5</sub>	970
MES	250
NTK	50
NGL	105
P total	40

Dans le cas de l'autosurveillance, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser ces valeurs, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de ces valeurs.

Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse de référence sont celles de l'annexe Ia de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## 9 CONDITIONS DE REJET

### 9.1 SUIVI DES EFFLUENTS AQUEUX EN CONTINU

Conformément au point 5.1.3 ci-dessus, la charge des effluents est suivie **en continu**. Le système mis en place doit permettre à l'exploitant de réagir rapidement si les eaux résiduaires qu'il envoie à la station ne sont pas conformes aux valeurs limites fixées à l'article 8.4. Dans ce cas, l'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher un dysfonctionnement de la station d'épuration : arrêt des installations, stockage temporaire des effluents...

### 9.2 POINTS DE PRELEVEMENTS

Un point de prélèvement pour les eaux industrielles de ASMAR est mis en place à l'entrée de la station MARCILLAT. Ce point doit être implanté dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent que la vitesse d'écoulement n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène pour réaliser des mesures représentatives du débit. Ce point doit être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Il est en outre équipé des dispositifs de prélèvement et de mesures automatique suivants :

- un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24h et la conservation des échantillons à une température de 4 °C ;
- un appareil de mesure de débit en continu avec enregistrement ;
- un pH-mètre en continu avec enregistrement.

L'ouvrage de rejet des eaux pluviales doit être pourvu d'un point de prélèvement d'échantillons.

## 10 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS

### 10.1 AUTOSURVEILLANCE

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets en entrée de la station d'épuration. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après.

Paramètres	Fréquence	Méthodes de mesures
Débit	<b>En continu</b>	/
PH	<b>En continu</b>	NFT 90 008
MES	<b>Quotidien</b>	NF EN 872
DCO	<b>Quotidien</b>	NFT 90 101

Tableau 1 : Autosurveillance rejet aqueux vers la station MARCILLAT

### 10.2 CALAGE DE L'AUTOSURVEILLANCE

Tous les trimestres, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse, ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées, l'exploitant doit faire procéder, par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le ministre chargé de



l'environnement), aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de l'autosurveillance et définis à l'article 10.1.

### **10.3 CONSERVATION DES RESULTATS ET ENREGISTREMENTS**

Les enregistrements des mesures en continu et les résultats des différentes analyses, prescrites à l'article 10.1 doivent être conservés pendant une durée d'au moins trois ans.

### **10.4 TRANSMISSION DES RESULTATS D'AUTOSURVEILLANCE**

Un état récapitulatif mensuel des résultats des mesures imposées aux articles 10.1 et 10.2 doit être transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation.

Les résultats doivent être accompagnés en tant que de besoin de commentaires sur les causes de dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées pour pallier à ces écarts.

## **11 CONSEQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- 1) la toxicité et les effets des produits rejetés ;
- 2) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel ;
- 3) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations de l'eau ;
- 4) les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre ;
- 5) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune et la flore exposées à cette pollution ;
- 6) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments de bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux points précédents. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Il doit faire l'objet d'une mise à jour quinquennale pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

## **12 PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

### **12.1 DISPOSITIONS GENERALES**

12.1.1 L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission des polluants à l'atmosphère, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

12.1.2 Le brûlage à l'air libre est interdit.

12.1.3 Odeurs

Toute disposition doit être prise pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

12.1.4 Voies de circulation

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (forme de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulations publiques. Pour cela des dispositions tel que le lavage de roues peuvent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées ;
- des écrans de végétation ou merlons doivent être prévus.

12.1.5 Stockages

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

### **12.2 CONDITIONS DE REJET**

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesures conformes à la norme NF X 44052. Ces points doivent être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

### **12.3 GENERATEURS THERMIQUES**

Les installations de combustion sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions des décrets n° 98-817 du 11 septembre 1998 relatif aux rendements et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW et n° 98-833 du 16 septembre 1998 relatif aux contrôles périodiques des installations consommant de l'énergie thermique.

### 12.3.1 Constitution du parc de générateurs et combustibles associés

	Puissance thermique en MW	Combustibles	Observations
<b>Chaudière n° 1</b>	8,044	Principal : Graisses animales / FO2 Secours : <u>Gaz</u>	Chaudière principale
<b>Chaudière n° 2</b>	8,044	Principal : Gaz Secours : FO2	Chaudière de secours
<b>Générateur d'air chaud n° 1</b>	3,344	Principal : Gaz Secours : FO2	
<b>Générateur d'air chaud n° 2</b>	2,675	Principal : Gaz Secours : FO2	
<b>Brûleur en veine d'air n° 1</b>	2,95	Gaz	
<b>Déshydrateur d'air</b>	1	Gaz	

**Tableau 2 : Liste des installations de combustion**

Le fuel lourd est du fuel à basse teneur en soufre (0,25 g/MJ).

### 12.3.2 Cheminées

	Hauteur	Installations raccordées	Vitesse mini d'éjection en m/s
<b>Cheminée n° 1</b>	18,5	Chaudière n° 1	5 (gaz) 9 (graisses animales ou fuel lourd)
<b>Cheminée n° 2</b>	18,5	Chaudière n° 2	5 (gaz) 9 (fuel lourd)
<b>Cheminée n° 3</b>	6	Générateur d'air chaud n° 1	5 (gaz) 9 (fuel lourd)
<b>Cheminée n° 4</b>	6	Générateur d'air chaud n° 2	5 (gaz) 9 (fuel lourd)
<b>Cheminée n° 5</b>	6	Brûleur en veine d'air n° 1	5
<b>Cheminée n° 7</b>	6	Déshydrateur d'air	5

**Tableau 3 : Liste des points de rejet**

Les hauteurs de cheminée données ci-dessus sont des hauteurs minimums. L'exploitant devra également tenir compte des éventuels obstacles de nature à perturber la dispersion des gaz de combustion conformément à l'article 6.2.2 de l'arrêté type 2910.

### 12.3.3 Valeurs limites de rejet

Les gaz issus des générateurs thermiques doivent respecter les normes en concentration et en flux indiqués dans les tableaux suivants :

Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	Poussières	Oxydes de soufre (en éq. SO <sub>2</sub> )	Oxydes d'azote (en éq. NO <sub>2</sub> )
<del>Chaudière n° 1 : graisse animale</del>	<del>50</del>	<del>35</del>	<del>450</del>
Chaudières n° 1 et 2 : gaz	5	35	150 <i>As 263 132</i>
Chaudières n° 1 et 2 : fuel lourd	100	1.700	550 <i>As 263 132</i>
Générateur d'air chaud n° 1	5	35	150
<del>Générateur d'air chaud n° 2</del> <i>voir n° 1</i>	<del>5</del>	<del>35</del>	<del>150</del>
Brûleur en veine d'air n° 1	5	35	150
Déshydrateur d'air (MONTIER)	5	35	150

Tableau 4 : Concentration limite dans les rejets des installations thermiques

Les valeurs dans les tableaux correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec ;
- température 273 °K (0 °C) ;
- pression 101,3 Kpa ;
- 6% de O<sub>2</sub> pour les combustibles solides et 3% pour les combustibles gazeux.

## **12.4 TOURS DE SECHAGE**

### **12.4.1 Autres points de rejets**

L'installation possède trois points de rejets sur les aspirations servant au transport des produits :

- la tour d'atomisation ALFA-LAVAL
- la tour d'atomisation NIRO
- le transport pneumatique.

### **12.4.2 Valeurs limites de rejet**

Les gaz rejetés par ces cheminées d'évacuation ne devront pas contenir plus de 40 mg de poussières par m<sup>3</sup> (norme NF X 44 052).

Les valeurs dans les tableaux correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec ;
- température 273 °K (0 °C) ;
- pression 101,3 Kpa ;
- pourcentage d'O<sub>2</sub> réel.

## **12.5 CONTROLES**

### **12.5.1 Autosurveillance air**

Concernant les chaudières, l'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministère de l'écologie et du développement durable, une mesure du débit et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières, oxydes d'azote, monoxyde et dioxyde de carbone dans les gaz de combustion sur chaque point de rejet.

Tous les ans, l'exploitant fait réaliser une mesure de poussières sur chaque tour d'atomisation et sur le système de transport pneumatique.

Les résultats de ces analyses sont transmis à l'inspecteur des installations classées dans le mois qui suit.

Les premières analyses devront être réalisées sur chaque point de rejet dans les six mois à compter de la date de notification du présent arrêté sauf pour les chaudières ayant fait l'objet d'une vérification depuis moins de trois ans.

### **12.5.2 Déclaration annuelle des émissions polluantes**

Conformément à l'arrêté du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes, l'exploitant adresse au préfet et à l'inspecteur des installations classées, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de l'année suivante, un bilan annuel de ses rejets chroniques ou accidentels sur les polluants suivants (en masse) : oxydes d'azote, protoxyde d'azote, oxydes de soufre, dioxyde de carbone, méthane et poussières totales et, si nécessaire des autres polluants dépassant les seuils fixés par ledit arrêté.

Ce rapport, établi dans les formes prévues par ledit arrêté, détaille le mode de calcul des émissions de polluants.

### 13 PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

#### 13.1 CONSTRUCTION ET EXPLOITATION

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits aériens dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

##### 13.1.1 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995) et des textes pris pour son application.

##### 13.1.2 Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

##### 13.1.3 Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au Tableau 5 et au plan ci-annexé qui fixent les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Identification du point de mesure	Localisation du point de mesure	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
		Période diurne (7 à 22h), sauf dimanches et jours fériés	Période nocturne (22 à 7h), ainsi que les dimanches et jours fériés
1	En limite de propriété Est de l'habitation située à l'angle de la rue de la Gare et du chemin d'Evraux en bordure de ce dernier	53	52
2	En limite de propriété Nord commune avec la société RAPHAELLE	67	51

**Tableau 5 : Valeurs limites admissibles de bruit**

Les émissions de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le Tableau 6 dans les zones à émergence réglementée :



Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 à 7h, ainsi que les dimanches et les jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

**Tableau 6 : Valeurs d'émergence limite dans les zones à émergence réglementée**

#### 13.1.4 Contrôles

L'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles ponctuels de la situation acoustique soient effectués par un organisme tiers agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées. Les frais sont supportés par l'exploitant.

#### 13.1.5 Surveillance périodique

Tous les trois ans, une mesure sera effectuée par un organisme tiers agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées en se référant au paragraphe 13.1.3. Les résultats seront transmis avec leur commentaire à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit. Les frais sont supportés par l'exploitant.

La première mesure sera effectuée dans un délai de un an à compter de la date de notification du présent arrêté.

## **14 TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS**

### **14.1 GENERALITES**

La collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport et le mode d'élimination des déchets doivent être prévus et organisés.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets produits.

A cette fin, il doit :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets dans des conditions protégeant les intérêts mentionnées à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

### **14.2 NATURE DES DECHETS PRODUITS**

Les principaux déchets produits par la société ASMAR sont :

- des déchets industriels banals en mélange
- les huiles usagées
- les métaux
- les sables servant au traitement des eaux de lavage des camions
- les suies de chaudières
- les résidus de filtration et de décantation de graisses animales.

### **14.3 STOCKAGE DES DECHETS**

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

### **14.4 ELIMINATION**

Dans la mesure du possible, les déchets sont recyclés ou valorisés. Les déchets non valorisables doivent être éliminés dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

Les déchets d'emballages des produits seront valorisés ou recyclés dans les filières agréées, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant organise la collecte et le tri de ces déchets à l'intérieur de l'établissement de manière à favoriser la valorisation ou le recyclage. Conformément au décret n° 79.981 du 21 novembre 1979 modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées, les huiles minérales ou synthétiques usagées seront soit remises au(x) ramasseur(s) agréé(s) pour le département des Vosges, soit transportées directement en vue de la remise à une entreprise collectant les huiles dans un Etat de la CEE en application de la directive n° 75.439/CEE du 16 juin 1975 modifiée, soit transportées directement pour mise à la disposition d'un éliminateur agréé au titre du décret susvisé ou autorisé dans un autre Etat de la CEE en application de la directive n° 75.439/CEE.

Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées de déchets de quelque nature qu'il soit est interdit.

#### **14.5 COMPTABILITE ET AUTOSURVEILLANCE**

L'exploitant tient un registre comportant les informations suivantes :

- codification selon le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets publié au J.O. du 20 avril 2002 ;
- type et quantité de déchets produits ;
- opération ayant généré chaque déchet ;
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets ;
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets ;
- nom et adresse des centres d'élimination ;
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination.

L'élimination (par le producteur ou un sous-traitant) des déchets générateurs de nuisances visés à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets se fera en application de cet arrêté. A cet effet, l'exploitant émettra un bordereau de suivi de déchets industriels.

Les documents justificatifs de l'exécution, de l'élimination des déchets seront annexés au registre prévu ci-dessus et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

## **15 BILAN DE FONCTIONNEMENT**

En vue de permettre au préfet de réexaminer, et si nécessaire d'actualiser les conditions de l'autorisation, l'exploitant présentera un bilan de fonctionnement portant sur les effets et les performances de l'installation vis-à-vis des intérêts protégés par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **15.1 DATE DE 1<sup>ERE</sup> PRESENTATION ET FREQUENCE DE PRESENTATION**

Un premier bilan sera présenté au plus tard dix ans après la date de notification du présent arrêté préfectoral d'autorisation. Il est ensuite présenté tous les dix ans.

### **15.2 CONTENU DU BILAN DE FONCTIONNEMENT**

Le contenu du bilan de fonctionnement est élaboré par l'exploitant et sous sa responsabilité. Il porte sur les conditions d'exploitation de l'installation inscrites dans l'arrêté d'autorisation. Il contient :

1. une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;
2. une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
3. les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
4. l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
5. les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
6. un résumé des accidents et incidents ayant porté atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement au cours de la période décennale passée ;
7. les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie ;
8. les conditions de remise en état du site.

## **16 SECURITE**

### **16.1 CONCEPTION DES BATIMENTS ET ACCESSIBILITE**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre une évacuation rapide du personnel et à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'installation doit être en toutes circonstances accessible aux engins d'incendie et de secours. A cet effet, une ou des voies-engins sont maintenues libres à la circulation sur le demi-périmètre au moins de l'installation. Ces voies doivent permettre l'accès des engins-pompes des sapeurs-pompiers et, en outre si elles sont en cul-de-sac, les demi-tours et croisements de ces engins.

Les locaux à risques d'explosion ou d'incendie seront équipés d'au moins deux issues opposées s'ouvrant vers l'extérieur du local et devant pouvoir être manoeuvrées en toutes circonstances.

### **16.2 ORGANISATION GENERALE**

#### **16.2.1 Règles d'exploitation**

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale, en cas de crise, essais périodiques) ;
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement ;
- la maintenance et la sous-traitance ;
- l'approvisionnement en matériel et matière ;
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Ces dispositions rédigées par écrit sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées.

16.2.2 Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant 3 ans.

16.2.3 La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance qualité.

### **16.3 INTERDICTIONS DE FEU**

16.3.1 L'interdiction de fumer, d'apporter du feu ou d'engendrer des points chauds doit être affichée en gros caractères très apparents, à l'entrée et dans les zones présentant des risques d'explosion ou d'incendie, et en particulier dans les zones de :

- stockage de liquides inflammables et distribution de gaz ;
- atelier de séchage de lactosérum ;
- transport et stockage de produits pulvérulents.

16.3.2 Au minimum dans les zones précisées au paragraphe ci-dessus, tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou la personne que ce dernier aura nommément désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

Des visites de contrôle seront effectuées après toute intervention.

#### **16.4 EXPLOITATION**

16.4.1 Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

16.4.2 Des rondes de sécurité devront être effectuées dans tous les locaux et dépôts après la fin du travail.

#### **16.5 CONSIGNES D'INCENDIE**

16.5.1 Une consigne prévoyant la conduite à tenir en cas d'incendie sera diffusée à tous les membres du personnel, ceux-ci seront périodiquement entraînés à l'application de la consigne.

Elle précisera notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;
- la composition des équipes d'intervention ;
- la fréquence des exercices ;
- les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours ;
- les personnes à prévenir en cas de sinistre ;
- le fonctionnement des alarmes ainsi que des différents dispositifs de sécurité et la périodicité de leurs vérifications.

Cette consigne sera tenue à disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### **16.6 ALIMENTATION ELECTRIQUE DE L'ETABLISSEMENT**

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques ;
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

#### **16.7 SURETE DU MATERIEL ELECTRIQUE**

16.7.1 L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 (JO-NC du 30 avril 1980) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

A cet effet, l'exploitant déterminera sous sa responsabilité les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosibles et les matériels électriques à y installer et en dressera une carte qu'il tiendra à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Dans les zones définies ci-dessus, les matériels électriques doivent être conçus et entretenus pour fonctionner en atmosphère explosive. L'exploitant devra pouvoir justifier du choix de ces matériels. L'ensemble des installations électriques sera vérifié annuellement par un technicien. Les remarques soulevées lors de ce contrôle seront consignées dans un registre et feront l'objet de mesures correctives.



16.7.2 Les appareils et masses métalliques (machines, manutention, canalisations...) devront être mis à la terre et reliés électriquement entre eux par des liaisons équipotentiellles. La mise à la terre sera faite selon les règles de l'art et sera distincte du paratonnerre éventuel. La valeur des résistances de mise à la terre sera périodiquement vérifiée et conforme aux normes en vigueur.

16.7.3 A proximité d'au moins une issue de chaque bâtiment est installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique de l'atelier sauf celle des moyens de secours (pompes des réseaux d'extinction automatique, désenfumage...).

16.7.4 Un éclairage de sécurité sera installé au-dessus de chaque issue.

16.7.5 L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteurs de l'usine.

## **16.8 ACCES**

Les accès à l'intérieur de l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'usine.

## **16.9 EQUIPEMENTS ABANDONNES**

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

# **17 MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

## **17.1 PROTECTION CONTRE LA FOUDRE (A.M. DU 28/01/1993)**

17.1.1 Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

17.1.2 Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes captatrices n'est pas obligatoire.

17.1.3 L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 17.1.2 ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17 100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas, la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

17.1.4 Les pièces justificatives du respect des articles 17.1.1 à 17.1.3 ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

## **17.2 MOYENS DE SECOURS**

La défense extérieure contre l'incendie de l'usine repose sur un poteau de 49 m<sup>3</sup>/h à proximité de l'entrée de l'usine, sur un second poteau incendie de 83 m<sup>3</sup>/h à environ 100 mètres et d'une réserve d'eau incendie de 120 m<sup>3</sup> à l'intérieur de l'usine.

L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, définis sous la responsabilité de l'exploitant, tels que :

- extincteurs et robinets d'incendie armés répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles, toujours facilement accessibles et visiblement signalés. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits utilisés ou stockés ;
- un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés dont un implanté à 200 m au plus de l'installation, ou une réserve d'eau suffisante permettant d'alimenter avec un débit ou une pression suffisants, indépendants de ceux des appareils d'incendie, des robinets d'incendie armés ou tous autres matériels fixes ou mobiles propres au site ;
- des matériels spécifiques d'intervention (masques, combinaisons, ...).

Les extincteurs seront signalés, aisément accessibles et en bon état.

Les moyens de secours feront l'objet de vérifications périodiques par une personne qualifiée. Leurs résultats seront consignés sur un registre.

La date de vérification des extincteurs sera portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Le personnel devra être initié à la manœuvre et au maniement des moyens de secours.

Il doit exister un dispositif d'alarme par signal sonore ayant pour objet, en cas d'incendie grave, d'inviter les occupants à quitter l'établissement dans le délai le plus court. Ce signal doit pouvoir être entendu simultanément de tous les locaux occupés par les occupants. L'alarme sonore doit avoir une autonomie minimale de cinq minutes.

### **Localisation des risques**

L'exploitant recense sous sa responsabilité les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations.

L'exploitant détermine, pour chacune de ces parties de l'installation, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles, émanations toxiques) qui la concerne. Ce risque est signalé.

Des détecteurs gaz sont installés sur les équipements de combustion fonctionnant avec ce combustible. En cas de présence de gaz, l'alimentation est coupée automatiquement et l'appareil est mis en sécurité.

## **17.3 SIGNALISATION**

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours,
  - des stockages présentant des risques,
  - des locaux à risques,
  - des boutons d'arrêt d'urgence,
- ainsi que les diverses interdictions.



## **18 ORGANISATION DES SECOURS**

### **18.1 PLAN D'INTERVENTION**

L'exploitant est tenu d'établir un plan d'intervention qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Ce plan a pour objet de faciliter toute intervention du personnel de l'entreprise et des sapeurs-pompiers dans l'enceinte de l'usine en cas d'incendie. Ce document devra notamment contenir des informations élémentaires d'actions à accomplir ou à ne pas accomplir (chaufferie-réfrigération-tours de séchage). Les consignes et recommandations destinées aux intervenants extérieurs et aux sapeurs-pompiers devront tenir compte des produits chimiques disposés dans l'établissement. Elles devront également faire état des interactions entre produits. Un plan indiquant les poteaux incendie et la réserve d'eau y sera joint.

Par ailleurs, le nom des personnes qualifiées à apporter leur concours très rapidement en cas d'incident, avec leur numéro de téléphone personnel si nécessaire devra figurer dans ce dossier.

Le plan est transmis au Service Interministériel Départemental des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile, à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, et à Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Le Préfet, peut demander la modification des dispositions envisagées.

## 19 PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA SECURITE DES INSTALLATIONS DE SECHAGE

### Mesures préventives

Les installations de séchage et le stockage de produits finis seront reliés à la terre. Une continuité électrique sera assurée entre chaque partie métallique contenant de la poudre de lactosérum.

Tous les travaux par points chauds sur l'installation de séchage feront l'objet d'un permis de feu sus-mentionné et seront effectués lorsque l'unité est à l'arrêt et a été préalablement lavée.

Les machines tournantes susceptibles d'entrer en contact avec de la poudre de lactosérum seront protégées thermiquement.

Les ateliers sont nettoyés régulièrement afin de limiter au maximum la présence de poussières.

En outre, les tours sont équipées :

- de système de sécurité température haute en sortie du circuit d'air et en entrée et sortie du vibrofluidiseur ;
- de système de mise en eau
- de boutons d'arrêt d'urgence provoquant la coupure des circuits de commande et la mise en eau de la tour.

Le déclenchement de l'un de ces capteurs active la coupure des circuits de commande de la tour et déclenche sa mise en eau.

La tour de séchage sera conçue de manière à ce que la poudre organique ne puisse pas être dirigée vers le brûleur en veine d'air direct. Notamment, le brûleur et son ventilateur seront stoppés en cas d'arrêt du système d'aspiration d'air de la tour.

L'exploitant fera procéder à la caractérisation de ces produits en matière d'explosivité par un organisme agréé dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Ces essais permettront d'affiner le réglage des températures de déclenchement des thermostats.

A chaque arrêt d'une tour de séchage, un balayage mécanique des parois est effectué ainsi qu'un contrôle visuel par un opérateur afin de constater qu'il ne reste aucun dépôt anormal.

Les tours de séchage sont munies en partie supérieure d'évents d'explosion correctement dimensionnés pour disperser l'effet de souffle d'une explosion vers l'extérieur. Ces exutoires sont dirigés vers l'extérieur du bâtiment par la toiture.

Les filtres des circuits d'air sont entretenus et régulièrement remplacés.

Le personnel doit être formé au danger de l'incendie/explosion de la poudre de lactosérum.

L'ensemble des salariés de l'usine doit connaître les consignes relatives à la prévention de l'incident/explosion.

L'exploitant suivra les consignes données par le fabricant des tours.

## 20 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE COMBUSTION

Le local chaudière doit être séparé des autres bâtiments et stockages par une cloison pleine de résistance coupe-feu de 2 heures, des portes intérieures coupe-feu de degré ½ heure et munies d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou à défaut les appareils eux-mêmes.

Les locaux abritant les installations doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe MO (incombustibles),
- stabilité au feu de degré 1 heure,
- couverture incombustible.

Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation doit assurer un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif doit être placé dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances, à l'extérieur et en aval du poste de stockage du combustible. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

Les organes de sectionnement à distance sont soit manœuvrables manuellement soit doublés par un organe de sectionnement à commande manuelle.

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique des matériels non prévus pour fonctionner en atmosphère explosible, sans que cette manœuvre ne puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

## **21 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX ACTIVITES DE CHARGE D'ACCUMULATEURS**

### **21.1 IMPLANTATION-AMENAGEMENT**

L'installation de charge d'accumulateurs doit être implantée à une distance d'au moins 5 mètres des limites de propriété. Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- mur et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustible ;
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure ;
- pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles).

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanternes en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

## **21.2 ACCESSIBILITE**

Le bâtiment où se situe l'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Il est desservi, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.

## **21.3 VENTILATION**

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines. Le débit d'extraction est donné par les formules ci-après suivant les différents cas :

- pour les batteries dites ouvertes et les ateliers de charge de batteries :  $Q = 0,05 n I$
- pour les batteries dites à recombinaison :  $Q = 0,0025 n I$

où

$Q$  = débit minimal de ventilation, en  $m^3/h$

$n$  = nombre total d'éléments de batteries en charge simultanément

$I$  = courant d'électrolyse, en A.

## **22 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX TOURS AEROREFRIGERANTES**

### **22.1 GENERALITES**

L'exploitant devra maintenir en bon état de surface, propre et lisse, et exempt de tout dépôt, le garnissage et les parties périphériques en contact avec l'eau (et notamment les séparateurs de gouttelettes, caissons...) pendant toute la durée de fonctionnement du système de refroidissement.

### **22.2 REMISE EN SERVICE**

Avant la remise en service du système de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé, et en tout état de cause au moins une fois par an, l'exploitant procédera à :

- une vidange complète des circuits d'eau destinée à être pulvérisée ainsi que des circuits d'eau d'appoint ;
- un nettoyage mécanique et/ou chimique des circuits d'eau, des garnissages et des parties périphériques ;
- une désinfection par un produit dont l'efficacité vis-à-vis de l'élimination des légionella a été reconnue, tel que le chlore ou tout autre désinfectant présentant des garanties équivalentes.

Cette désinfection s'appliquera, le cas échéant, à tout poste de traitement d'eau situé en amont de l'alimentation en eau du système de refroidissement.

Lors des opérations de vidange des circuits, les eaux résiduelles seront soit rejetées à l'égout, soit récupérées et éliminées dans un centre de traitement des déchets dûment autorisé à cet effet au titre

de la législation des installations classées. Les rejets à l'égout ne devront pas nuire à la sécurité des personnes ni à la conservation des ouvrages.

### **22.3 TRAITEMENT**

Si l'exploitant justifie d'une impossibilité technique à respecter les dispositions de l'article 22.2, il devra mettre en œuvre un traitement efficace contre la prolifération des légionella, validé in situ par des analyses d'eau pour recherche de légionella, dont une au moins interviendra sur la période de mai à octobre.

### **22.4 ENTRETIEN**

Les groupes froids et les climatiseurs seront entretenus conformément aux recommandations des constructeurs.

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, l'exploitant mettra à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité du système de refroidissement et susceptibles d'être exposés par voie respiratoire aux aérosols, des équipements individuels de protection adaptés (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition :

- aux produits chimiques,
- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes.

Un panneau devra signaler le port de masque obligatoire.

Pour assurer une bonne maintenance du système de refroidissement, l'exploitant fera appel à du personnel compétent dans le domaine du traitement de l'eau.

L'exploitant reportera toute intervention réalisée sur le système de refroidissement dans un livret d'entretien qui mentionnera :

- les volumes d'eau consommée mensuellement,
- les périodes de fonctionnement et d'arrêt,
- les opérations de vidange, nettoyage et désinfection (dates/nature des opérations/identification des intervenants/nature et concentration des produits de traitement),
- les analyses liées à la gestion des installations (température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures, concentration en légionella...).

Les plans des installations, comprenant notamment le schéma à jour des circuits de refroidissement, devront être annexés au livret d'entretien.

Le livret d'entretien sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### **22.5 CONTROLES**

L'inspecteur des installations classées pourra à tout moment demander à l'exploitant d'effectuer des prélèvements et analyses en vue d'apprécier l'efficacité de l'entretien et de la maintenance des circuits d'eau liés au fonctionnement du système de refroidissement.

Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques seront réalisés par un laboratoire qualifié dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Les frais des prélèvements et des analyses seront supportés par l'exploitant.

Les résultats d'analyses seront adressés sans délai à l'inspection des installations classées.

Si les résultats d'analyses réalisées mettent en évidence une concentration en légionella supérieure à  $10^5$  unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant devra immédiatement stopper le fonctionnement du système de refroidissement. Sa remise en service sera conditionnée au respect des dispositions de l'article 22.2.

Si les résultats d'analyses réalisées mettent en évidence une concentration en légionella comprise entre  $10^3$  et  $10^5$  unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant fera réaliser un nouveau contrôle de la concentration en légionella un mois après le premier prélèvement. Le contrôle mensuel sera renouvelé tant que cette concentration restera comprise entre ces deux valeurs.

## **22.6 IMPLANTATION-EQUIPEMENT**

L'alimentation en eau d'appoint de chaque système de refroidissement répondra aux règles de l'art et sera dotée d'un compteur.

Le circuit d'alimentation en eau du système de refroidissement sera équipé d'un ensemble de protection par disconnexion situé en amont de tout traitement de l'eau de l'alimentation.

Les rejets d'aérosols ne seront situés ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejet seront en outre disposés de façon à éviter le siphonnage de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures.



## **23 DISPOSITIONS GENERALES ET PARTICULIERES**

### **23.1 MODIFICATIONS**

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance :

- du Préfet
- des Services d'Incendie et de Secours
- de l'inspection des installations classées

et faire l'objet d'une mise à jour du plan d'intervention mentionné à l'article 18.1 ci-dessus dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

### **23.2 DELAIS DE PRESCRIPTIONS**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

### **23.3 CESSATION D'ACTIVITES**

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-4 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif (au moins 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée pour des installations de stockage de déchets, des carrières et des ouvrages soumis à la Loi sur l'Eau), l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

- 1) l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site ;
- 2) la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement pollués ;
- 3) l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement ;
- 4) en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation (ou de l'ouvrage) sur son environnement.

**ARTICLE 24** : La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

Elle cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

### **ARTICLE 25** :

L'Administration se réserve le droit de prescrire en tout temps, toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions ci-dessus énoncées qui seraient reconnues nécessaires.

Elle se réserve, en outre, le droit de révoquer la présente autorisation dans le cas où elle présenterait de sérieuses menaces pour la salubrité publique et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à un dédommagement quelconque.

#### **ARTICLE 26 :**

En cas d'inobservations des prescriptions fixées par le présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **ARTICLE 27 :**

En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, le délai de recours devant le Tribunal Administratif de Nancy est fixé à :

- deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification de la présente décision,

- quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

#### **ARTICLE 28 :**

MM. le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges, le Sous-Préfet de Saint-Dié des Vosges, l'Inspecteur des Installations Classées et le Maire de Corcieux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société Asmar et dont ampliation sera déposée à la Mairie de Corcieux et pourra y être consultée. Un extrait de cet arrêté sera affiché à la Mairie de Corcieux pendant une durée minimum d'un mois et en permanence de façon visible sur l'exploitation par les soins du pétitionnaire. Un avis sera également inséré, par les soins de M. le Préfet des Vosges et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département des Vosges.

Epinal, le 21 juillet 2003

#### **Pour ampliation**

Pour le Secrétaire Général  
et par délégation,

 Chef de Bureau,  
BAUDON

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,

Marie-Paule DEMIGUEL